

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1975)
Heft: 332

Artikel: Questions superflues et questions indispensables
Autor: Cornuz, Jeanlouis
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028781>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Nous préparons la vraie crise de l'énergie

Après quelques semaines de pause, il sera temps — mais n'avions-nous pas trop « forcé la dose » avant les mois d'été, au point de sembler rabâcher ? — de reprendre la discussion dans ces colonnes sur la politique de l'énergie helvétique. A titre d'introduction à de nouveaux développements, cette lettre d'un lecteur bâlois qui nous écrit sous enveloppe frappée au signe « Stop à l'énergie nucléaire — 1975 Année européenne contre l'énergie nucléaire », et sur papier « régénéré à 100 % » (« une contribution active à la protection de l'environnement ») (Réd.).

Le programme de construction de centrales nucléaires qui nous est imposé risque, outre tous les dangers qu'il fait courir à l'environnement, de nous précipiter dans une crise de l'énergie sans précédent dans l'histoire : telle est la thèse que démontre brillamment le professeur suédois Gösta Walin dans son livre « Energikrisen : en bluff » (Bokförlaget Prisma, Stockholm). En effet, contrairement aux affirmations de leurs promoteurs, les centrales nucléaires ont un très mauvais rendement, si l'on veut bien se donner la peine de considérer leur bilan global. Il n'est même pas prouvé que, durant sa période d'exploitation qui se limite — rappelons-le — à une vingtaine d'années, une centrale produise autant d'énergie qu'il en aura fallu pour la construire (un million de tonnes de béton, d'immenses pièces en aciers spéciaux, des quantités de machines de chantier, des bassins d'accumulation qu'elle devra remplir pendant les périodes de faible demande de courant...) et pour son exploitation (prospection, extraction, enrichissement, transport du combustible, puis transport et retraitement des déchets... dont on ne sait d'ailleurs toujours pas que faire). Il semble bien que nous sommes en train de gaspiller l'énergie dont nous disposons aujourd'hui

— essentiellement sous forme de pétrole — pour construire des centrales dont le rendement risque fort de se révéler négatif. Or toute notre économie et notre technologie comptent sur la promesse d'une abondance d'énergie disponible à l'avenir. Le risque est donc que, lorsque nous aurons enfin compris que le bilan de l'affaire est négatif, et enfin admis que le problème des déchets ne connaît aucune solution écologiquement acceptable, nous nous voyions forcés de mettre hors service les centrales actuellement en construction et de devoir brusquement limiter notre appétit de kilowatts.

Que propose alors Gösta Walin ? Un impôt sur l'énergie.

L'idée est la suivante : Puisque nous devons de toute façon nous limiter un jour, mieux vaut le faire progressivement et de manière planifiée. L'énergie est actuellement gaspillée parce qu'elle est trop bon marché. En introduisant un impôt élevé sur l'énergie et en réduisant fortement l'impôt sur les salaires, on n'augmenterait pas la charge fiscale globale de la collectivité ; en revanche, on favoriserait ceux qui économisent l'énergie

et on se préparerait peu à peu aux inévitables économies d'énergie que l'avenir nous imposera. « Les différents facteurs de production tels que main-d'œuvre, connaissance et énergie entrent en concurrence les uns avec les autres dans l'exploitation. Si l'un d'eux est frappé d'un impôt, cela signifie que, relativement, les autres sont favorisés, c'est-à-dire subventionnés.

» La main-d'œuvre, de même que la connaissance — c'est-à-dire le supplément de pouvoir de production que possède la main-d'œuvre qualifiée — sont frappés d'impôts très élevés. Ainsi l'énergie risque d'être exploitée pour remplacer de la main-d'œuvre au-delà de ce qui est économiquement l'optimum. Nous avons comme résultat une population sous-employée combinée avec une « crise de l'énergie ». (Gösta Walin).

Il est temps d'abandonner les illusions de la croissance sans limites et sans autre but qu'elle-même, et de chercher les moyens réalistes nous permettant de vivre en un vrai équilibre avec notre environnement.

François Burnier

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Questions superflues et questions indispensables

Eu tort, la semaine passée, de dire des sottises sur le compte de mon grand ami, Me Manuel... Aurais bien besoin de lui et de ses lumières pour débrouiller la situation inextricable de l'un de mes amis, qui m'écrit ce qui suit :

« Je me suis marié voici quelques années avec une veuve, qui avait une fille de 18 ans.

» Mon père devint amoureux de cette jeunesse, et comme il était veuf, il l'épousa.

» Il devint ainsi mon gendre, et ma belle-fille devint ma mère (marâtre) en tant que femme de mon père.

» Quelque temps plus tard, ma femme a accouché d'un fils, qui est le (demi) beau-frère de mon père, et en même temps mon oncle en qualité de frère de ma mère (marâtre), c'est-à-dire de ma belle-fille, femme de mon père.

» Cette dernière a également eu un enfant, qui est mon demi-frère et mon petit-fils tout à la fois.

» D'où il s'ensuit que ma femme est en même temps ma grand-mère, puisque la femme de mon père est sa fille.

» Quant à moi, je suis le mari de ma femme et aussi son petit-fils.

» Et comme le mari de la grand-mère de quelqu'un est le grand-père de ce quelqu'un, il s'ensuit que je suis mon propre grand-père... »

* * *

Si nous parlions sérieusement ?

A propos du procès intenté au gendarme, responsable de la mort du jeune Moll, vu les circonstances, content que l'accusé n'ait pas été accablé. Nette impression que, dans le cas contraire, c'est le lampiste qui aurait été frappé. Quant au véritable coupable... Vous ne vouliez tout de même pas que le juge s'incolpe lui-même, ou tel de ses confrères magistrats — pour inobservance de la loi qui prévoit que les délinquants mineurs seront internés dans des établissements spécialisés et non dans des prisons ordinaires. Loi que, comme chacun sait, le canton de Vaud si beau, le « chaste pays que le Léman arrose » (Hugo), notre patrie bien aimée (je ne plaisante pas), continue d'ignorer depuis treize ans (après un délai de vingt ans, qui aurait dû lui permettre de s'adapter — nous sommes lents, mais quand même...) avec une paisible assurance et cette sérénité dont on ne sait si elle est l'apanage des consciences tranquilles ou des débiles mentaux.

J.C.

LA SEMAINE DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

Le football de «Finanz und Wirtschaft»

La Suisse romande ignore, c'est maintenant un lieu commun que de le répéter, trop souvent l'information diffusée outre-Sarine; la réciproque s'impose également, mais avec moins d'urgence... Même les amateurs de football trouveraient à alimenter leur réflexion en lisant «Finanz und Wirtschaft» ! On a pu, par exemple, lire au long d'un sérieux article consacré aux actions du FC Zürich, ou plus précisément de la société d'exploitation «Betriebsgesellschaft FCZ AG», que le salaire annuel de l'entraîneur Konietzka s'est élevé à Fr. 133 000.—; pour l'équipe entière, le coût salarial total a été de Fr. 730 000.— pour la même période !

Le plus fort tirage syndical

— L'hebdomadaire de la FTMH en langue allemande, «SMUV Zeitung» a fait contrôler son tirage au début de ce mois. La société chargée de l'opération a confirmé la réalité d'un tirage de 75 215 exemplaires : probablement le plus fort tirage dans la presse syndicale de notre pays.

Des candidats pour le Nord-Ouest

— La «National Zeitung» a déjà consacré plusieurs pages à la présentation, par eux-mêmes, des partis qui ont déposé des listes dans le Nord-Ouest de la Suisse. Le journal bâlois a commenté ces articles, pour les partis actuellement représentés, en présentant son point de vue. Retenons ces quelques indications : le Parti évangélique populaire propose des listes dans quatre cantons avec 87 candidats, le Parti du travail se présente dans neuf cantons avec 114 candidats, les Républicains dans sept cantons avec 92 candidats, la Ligue marxiste révolutionnaire dans onze cantons avec 55 candidats et les Organisations progressistes (POCH) dans neuf cantons avec 93 candidats.

Une initiative à l'horizon

— Un nouveau groupe de pression qui s'intitule «Société pour le maintien d'une politique du trafic libre» (Gesellschaft zur Wahrung einer freien Verkehrspolitik) a été fondé l'année passée à Zürich. Il édite depuis quelques mois un journal largement diffusé «Der Automobilist». On y lit que la société envisage de lancer une initiative si les limitations de vitesse devaient être encore renforcées dans les localités. Un fait caractéristique : l'édition, la rédaction, l'administration et la régie des annonces ainsi que d'autres services sont assumés par une société anonyme «Lieferanten-Revue Verlags AG», ce qui signifie, selon nous, Edition de la revue des fournisseurs. La pré-

sidence de l'association est assumée par un député au Grand conseil zurichois...

— Lire dans le magazine hebdomadaire du «Tages Anzeiger», avec photographies à l'appui, une enquête sur les brimades quotidiennes infligées aux piétons dans le centre de la ville de Zürich. Dans le corps du même numéro, une enquête sur la médecine psychiatrique dans les asiles, et surtout sur les alternatives imaginables dans ce secteur controversé (interview du Dr Charles Durand, à Prangins, visite à Arezzo, en Toscane, où Agostino Pirella et ses collaborateurs tentent d'«abattre les murs de l'asile»).

Autoroute à Genève: tous les arguments sont bons

«La section 7 de l'autoroute de contournement ne préjuge en rien de la suite des travaux», proclame le TCS. Elle est le prolongement logique de l'axe Zürich - Berne - Lausanne - Genève et s'inscrit dans le contexte des grands axes routiers européens, poursuit cependant le «lobby» de l'auto dans un autre volet de son argumentation démagogique...

Le TCS exhorte enfin les conducteurs genevois à récupérer leur taxe sur le carburant : plus un mètre de route nationale à Genève depuis 1967 ; bétonnons donc le canton pour retrouver nos sous !

Qualité de la vie, titre le parti libéral, qui prône la construction de l'autoroute : elle fait quatre fois moins d'accidents...

La FOBB n'est pas en reste qui appelle les travailleurs à assurer la sécurité de l'emploi en votant «oui».

Face à cette logique de bouts de ficelles, à ces arguments à courte vue, à cette politique irresponsable, nous maintenons notre opposition aux crédits autoroutiers sur lesquels les citoyens genevois se prononceront le 5 octobre. L'autoroute, c'est la solution-mirage.